

TABLE DES MATIÈRES

Abréviations, sigles et acronymes	VII
Sommaire.....	XIII

ÉTUDES

Structures instables : l'équilibre institutionnel et la Cour de justice de l'Union européenne PAR Julio BAQUERO CRUZ.....	1
I. Sur l'activisme judiciaire.....	1
II. Esquisse de la jurisprudence sur l'équilibre institutionnel.....	4
III. La « méthode de l'Union », la méthode communautaire et l'équilibre institutionnel	12
IV. Comment rétablir l'équilibre institutionnel ?.....	23
 Quand l'Union ne s'interdit plus d'interdire – Analyse du règlement sur l'interdiction de commercialisation des produits issus du travail forcé PAR Alan HERVÉ.....	31
I. L'interdiction du commerce des biens issus du travail forcé dans l'Union européenne	37
A. L'introduction unilatérale d'une exception nouvelle au libre marché.....	37
B. Un dispositif s'inscrivant dans le respect apparent de la légalité	41
II. La difficulté pratique d'interdire le commerce de biens issus du travail forcé	45
A. Une mise en œuvre de l'interdiction partiellement décentralisée.....	46
B. Une mise en application procédurale reposant sur une approche fondée sur les risques.....	49

Visibles (?) Depuis Strasbourg : des manquements au droit de l'Union européenne	
PAR Jean JACQMAIN	55
I. En quelques mots : <i>Apologia pro vita sua</i>	55
II. La Cour de Strasbourg comme suppléante/bouche-trou/salvatrice de celle de Luxembourg	56
A. Strasbourg à l'avant-garde	56
B. Strasbourg en dépannage	57
C. Strasbourg comme bras armé	57
D. Strasbourg en plombier	58
III. Une nouvelle fonction : la Cour de Strasbourg en révélateur ?.....	59
A. Diverses sources d'information sont connues.....	59
B. Et une autre reste inexploitée.....	60
IV. Pas vu, pas pris ?	63
Le droit de l'Union européenne dans son temps – un problème de légitimité ?	
PAR Matthias RUFFERT	65
I. Le droit dans son temps – Un problème du droit de l'UE?.....	68
A. Contraintes formelles : les difficultés de révision des Traités.....	68
B. Contraintes matérielles : Le droit dérivé, couches textuelles, fossiles normatives – et la réinvention perpétuelle de l'UE.....	69
II. Le droit de l'UE entre stabilité constitutionnelle et flexibilité intergouvernementale	75
A. Des assertions de flexibilité.....	75
B. La séduction intergouvernementale.....	78
C. La maturité constitutionnelle	80
La primauté du droit de l'Union : est-elle toujours conforme à sa finalité ?	
PAR Daniel SARMIENTO	83

La clause de défense mutuelle prévue à l'article 42, paragraphe 7, TUE : portée, efficacité et implications actuelles	
PAR Michele VELLANO.....	97
I. Avant-propos	97
II. Le champ d'application de la clause de défense mutuelle en général et de celle de l'OTAN en particulier.....	99
III. Le précédent de l'article 5 de l'UEO	102
IV. Le champ d'application de l'article 42, paragraphe 7, TUE	103
V. L'efficacité de l'article 42, paragraphe 7, TUE par rapport au rôle de l'OTAN et à la réalisation effective d'une défense commune.....	108
VI. Les implications de l'article 42, paragraphe 7, TUE à la lumière du conflit russe-ukrainien et du nouveau scénario international.....	113

CHRONIQUES

Parlement européen

SOUS LA DIRECTION DE LAETITIA GUILLOUD-COLLIAT, AVEC LES CONTRIBUTIONS DE CASSANDRA PAULET, LENCKA POPRAVKA ET LUDOVICA ROBUSTELLI.....	127
---	-----

I. Une vie institutionnelle marquée par des exigences démocratiques.....	127
A. Élections européennes et approbation de la nouvelle Commission	127
B. Renforcement de la transparence et de l'efficacité du Parlement européen	128
C. L'élection d'une nouvelle Médiatrice et l'instauration de nouvelles commissions parlementaires	129
II. Questions financières et budgétaires	130
A. Des rapports appelant à la prudence.....	131
B. Des prérogatives budgétaires marquées par le conflit	133
III. Environnement, santé, protection des consommateurs.....	137
A. Une intense activité législative en matière de protection de l'environnement	137
B. Des innovations en matière de santé	145
C. Les nouvelles mesures de protection des consommateurs.....	145

IV. Politique économique et sociale	147
A. Une année fertile pour le développement de l'Union économique et monétaire	147
B. Une actualité limitée en marché intérieur et en politique sociale	149
V. Espace de liberté, de sécurité et de justice	151
A. L'engagement renouvelé du Parlement en matière de cybersécurité et de lutte contre les formes graves de criminalité	151
B. Espace de liberté, de sécurité et de justice : les priorités législatives battent la mesure	154
VI. Une activité importante du Parlement dans les autres politiques internes.....	161
A. PAC : l'adoption du règlement sur les systèmes de qualité et les résultats du dialogue stratégique sur l'avenir de l'agriculture	161
B. Pêche : une activité marquée par la volonté du Parlement de nourrir une approche plus ambitieuse de la PCP face aux enjeux actuels.....	164
C. Une activité parlementaire dense dans le domaine des transports	166
D. Industrie, recherche et énergie : une année marquée par la lutte contre la hausse des prix de l'énergie et la réalisation des objectifs du Pacte vert	168
E. Culture et éducation : l'adoption de la législation européenne sur la liberté des médias	170
VII. Une année étrange en matière de relations extérieures, entre retenue et analyse stratégique majeure	171
Conseil européen – Conseil de l'Union	
SOUS LA RESPONSABILITÉ DE Rostane MEHDI ET Romain FOUCART	175
I. Conseil européen	175
A. La reconfiguration institutionnelle	176
B. Le renforcement de certaines politiques de l'Union.....	181
C. Relations extérieures	190
II. Le Conseil de l'Union – Les présidences	200
A. La présidence belge (1 ^{er} janvier-30 juin 2024).....	200
B. La présidence hongroise (1 ^{er} juillet-31 décembre 2024).....	205

La seconde commission Ursula von der Leyen : beaucoup de continuité, quelques inflexions	
PAR Claude BLUMANN	209
I. Composition, organisation, structures	211
A. Composition politique de la Commission	212
B. Composition « fonctionnelle »	214
C. Structures administratives.....	216
II. Bilan, orientations, programme	220
A. Le bilan : discours sur l'état de l'Union 2023	221
B. Les nouvelles orientations.....	228
C. Tentative d'évaluation d'ensemble	243
Jurisprudence relative au droit d'établissement et à la libre prestation des services (2023-2024)	
PAR Édouard DUBOUT	249
I. Qualification de l'entrave	251
A. Retour du critère des effets « trop aléatoires et trop indirects »	251
B. Marché du numérique : interdiction absolue des entraves « à caractère général et abstrait »	255
II. Justification de l'entrave	261
A. Autonomie stratégique et motifs économiques : le marché de la construction.....	261
B. VTC <i>versus</i> taxis : concurrence et protection de l'environnement	267
C. Indépendance des avocats et investisseurs « purement financiers ».....	271
D. Transfert de siège des sociétés et loi applicable aux actes de gestion	273
E. Vente en ligne de médicaments.....	275
Citoyenneté	
PAR Myriam BENLOLO CARABOT ET Anastasia ILOPOULOU-PENOT	279

Contentieux de l'Union européenne

COORDINATION Ninon FORSTER et Fabrice PICOD

AUTEURS Louis FEILHES, Ninon FORSTER, Stéphanie HIOL,

Paolo IANNUCELLI, Georgios NAZIROGLOU ET Fabrice PICOD.....297

I. Renvoi préjudiciel.....	299
A. Transfert partiel de la compétence préjudicelle au Tribunal de l'Union européenne	299
B. Compétence et obligation des juridictions nationales de poser une question préjudicelle.....	302
II. Recours en annulation	306
A. Acte susceptible de faire l'objet du recours en annulation	306
B. Intérêt à agir/Objet du litige.....	312
C. Obligation de motivation	315
III. Recours en manquement.....	320
A. La recevabilité du recours en manquement au titre de l'article 258 TFUE.....	320
B. La portée du recours en manquement au titre de l'article 259 TFUE.....	323
C. Les limites de l'intervention dans une affaire ayant pour objet un recours en manquement	323
D. Recours en manquement sur manquement au titre de l'article 260, paragraphe 2, TFUE.....	324
E. Recours en manquement au titre de l'article 260, paragraphe 3, TFUE	325
IV. Responsabilité pour violation du droit de l'Union européenne	325
A. Recours en indemnité devant la Cour de justice de l'Union européenne	326
B. Responsabilité des États membres pour violation du droit de l'Union européenne	337
V. Contentieux national et application du droit de l'Union	347
A. Organisation juridictionnelle nationale.....	347
B. Accès à la juridiction nationale	350
C. Étendue du contrôle juridictionnel.....	354
D. Répétition de l'indu.....	357
E. Autorité de la chose jugée	359

Droits fondamentaux

SOUS LA DIRECTION DE Romain TINIÈRE	
EN COLLABORATION AVEC Caroline BOITEUX-PICHERAL,	
Christophe MAUBERNARD ET Claire VIAL.....	363
I. Le champ d'application de la Charte	363
II. Le respect, tant de l'État que de l'Union, de droit	365
III. Les instruments budgétaires et financiers de l'Union au prisme des droits fondamentaux.....	369
IV. Droits sociaux et lutte contre la discrimination	371
V. Lutte contre les violences à l'égard des femmes	375
VI. Du bon grain et un soupçon d'ivraie dans le domaine des politiques d'asile et d'immigration.....	377
A. Relativisation de la portée structurante des droits fondamentaux face aux objectifs des politiques européennes.....	377
B. Démonstrations des vertus enrichissantes des droits fondamentaux dans l'application des politiques européennes.....	381
VII. La liberté de s'exprimer, d'informer et d'être (bien) informé dans l'Union	386
VIII. Le devoir de vigilance des entreprises ou la responsabilité des puissances privées en matière de droits fondamentaux	389
IX. Le droit au respect de la vie privée au regard des données à caractère personnel : le délicat équilibre entre « effet utile » de la protection et retenue jurisprudentielle.....	390
X. L'intelligence artificielle et les droits fondamentaux, des tensions évidentes	396

Espace de liberté, de sécurité et de justice

SOUS LA RESPONSABILITÉ DE Henri LABAYLE	
SOUS LA COORDINATION DE Maïténa POELEMANS	
ET AVEC LA PARTICIPATION DES DOCTORANTS DU CENTRE DE DOCUMENTATION ET DE RECHERCHES EUROPÉENNES DE L'UPPA (CDRE) : Thomas ANDREU, Thomas DURAND, Lise ÉTIENNE, Salima GARTOMI EL IDRISI, Mathias GULACSY, Aristide-Kevin HONSAN, Léa LEBEAU, Émeline LOUVET, Elena OSTROVSKAYA, Baptiste PEYROU, Maléna PIZZANELLI.....	397

I. Les politiques communes d'asile et d'immigration	398
A. La réforme du Code Frontières Schengen : le règlement 2024/1717 du 13 juin 2024	398
B. Le nouveau Pacte européen sur la migration et l'asile	400
C. Actualité jurisprudentielle	404

II. La coopération judiciaire civile	412
A. L'actualité législative : l'adoption de la directive 2024/1069 « Poursuites stratégiques altérant le débat public » du 11 avril 2024.....	412
B. Les interprétations jurisprudentielles du règlement Bruxelles I bis	413
III. Coopération judiciaire en matière pénale	415
A. L'actualité législative	415
B. L'actualité jurisprudentielle	419
IV. La coopération policière et opérationnelle.....	428
A. Apport législatif.....	428
B. Jurisprudence	430

Droit et contentieux de la politique commerciale commune

PAR Christine KADDOUS, Mateusz MILEK, Sara NOTARIO
ET Alicja SŁOWIK.....437

I. Union douanière	437
A. Livre blanc sur les contrôles des exportations des biens à double usage et la mise à jour du règlement en cette matière	438
B. Les sanctions des infractions au Code des douanes de l'Union européenne	440
C. Mesures pénalisant le retard dans le recouvrement de la dette douanière.....	442
D. Notion de transformations « économiquement justifiées » sous le Code des douanes de l'Union	445
E. Prorogation du délai de séjour des marchandises importées sous le régime de l'admission temporaire.....	448
II. Mesures de défense commerciale	450
A. Mise en place des droits compensatoires sur des véhicules électriques en provenance de Chine	450
B. Les premières enquêtes approfondies au titre du règlement relatif aux subventions étrangères faussant le marché intérieur....	452
C. La première enquête sous le règlement relatif aux marchés publics internationaux.....	454
D. Contentieux lié aux mesures de défense commerciale	455
III. Accords commerciaux et d'investissement	471
A. Relations bilatérales	472
B. Relations multilatérales.....	481

IV. Développement durable	486
A. Responsabilité des entreprises en matière de développement durable.....	486
B. Approvisionnement durable de matières premières critiques et biens stratégiques.....	491
C. Développements dans le contentieux pour le climat	494
V. Statut des règles de l'Organisation mondiale du commerce dans l'ordre juridique de l'Union européenne	496
A. Conditions de reconnaissance de l'effet direct des règles de l'OMC	497
B. Interprétation conforme des actes de droit dérivé de l'Union au regard des règles de l'OMC	499
VI. Volets sécuritaires de la PCC	500
A. Adoption de nouvelles mesures restrictives de nature commerciale	500
B. Développements jurisprudentiels concernant les mesures restrictives	503

Association, partenariat, coopération –

Le renouveau partenarial de l'Union européenne à l'ère des alliances stratégiques et de la lutte contre le changement climatique

PAR Felipe COSTA LIMA, Eleftheria NEFRAMI ET Cécile RAPOORT 509

I. La dynamique conventionnelle	510
A. Conclusion d'un accord d'association bi-régional UE-Amérique centrale	510
B. Début d'application provisoire de l'association partenariale UE-ACP concrétisée par l'accord de Samoa	511
C. UE-Andorre-Saint-Marin : vers une association « 1+2 » ?	512
D. L'essor d'une « nouvelle génération » d'accord de partenariat et de coopération	512
E. « Rénovation » de l'accord d'association UE-Chili selon une méthode juridique nouvelle.....	515
II. L'accord UE-Mercosur entre libre-échange et exigences environnementales.....	517
A. L'historique des négociations	517
B. L'accord final face au contexte géopolitique	518
C. Les enjeux environnementaux : une cohérence en question	520
III. La stratégie <i>global gateway</i> au profit des objectifs de développement durable.....	521

Politique étrangère et de sécurité commune (2023 et 2024)	
Catherine SCHNEIDER	525
I. L'impact des élections de juin 2024 sur la PESC.....	525
A. L'Estonienne Kaja Kallas, nouveau Haut représentant de l'UE pour la PESC.....	525
B. Le Lituanien Andrius Kubilius, nouveau commissaire européen pour la défense	529
C. Une nouvelle commission pour la défense au sein du Parlement.....	532
II. Une diplomatie coercitive d'une rare intensité : les sanctions de la PESC	534
A. L'enchaînement des vagues de sanctions à l'encontre de la Russie.....	534
B. La création de nouveaux régimes de sanctions concernant l'Iran, la Moldavie, le Hamas et le Soudan.....	554
III. Une PSDC particulièrement sollicitée au titre de ses opérations de gestion de crise.....	561
A. L'adoption, en mai 2023, d'un nouveau pacte de gestion civile des crises	562
B. Un bilan particulièrement dense des opérations et missions de gestion de crise de la PSDC (2023-2024)	564
IV. Morceaux choisis de jurisprudence	581
A. Sélection de jurisprudence dans le domaine des sanctions	581
B. Sélection de jurisprudences relatives aux missions PSDC.....	587
 Droit des pratiques anticoncurrentielles d'entreprises	
PAR Linda ARCELIN	589
I. Procédure	590
II. Ententes anticoncurrentielles	591
A. Échanges d'informations autonomes	592
B. Restrictions de la concurrence par objet et par effet : petite leçon à destination du Tribunal.....	595
C. Retour sur la théorie des restrictions accessoires	599
D. Décision d'association d'entreprises : les notaires et leur chambre nationale n'échappent pas au droit de la concurrence	602
III. Abus de position dominante	604
A. Marché pertinent.....	604

B. Comportements qualifiés d'abusifs.....	608
C. Test du concurrent aussi efficace.....	608
D. Abus dans le secteur numérique : encore et toujours.....	610
IV. Sanctions	614
 Transports	
PAR, Loïc GRARD, Sébastien MARTIN ET Gaël PIETTE	619
I. Transports terrestres	622
A. Les pouvoirs d'un organisme de contrôle en ce qui concerne les tarifs d'accès au réseau ferroviaire.....	622
B. Les communications de la Commission en matière d'aides d'État	623
C. Les dispositifs concernant les poids lourds.....	625
D. Éléments sur les engins mobiles et le temps de travail des conducteurs.....	627
II. Transports aériens.....	628
A. Ciel Unique 2 + : enfin	628
B. Protection des passagers aériens : encore	629
C. La sécurité toujours	633
III. Transports maritimes.....	635
A. Les enquêtes sur les accidents	635
B. Le contrôle par l'État du port	637
C. Les obligations des États du pavillon.....	639
D. La pollution causée par les navires	639
 Politique de cohésion économique, sociale et territoriale	
PAR NATHALIE RUBIO	641
I. Le lancement des réflexions sur l'avenir de la politique de cohésion	642
II. Le contentieux de la politique de cohésion devant la Cour de justice de l'Union européenne.....	646
A. Le contentieux de l'utilisation des fonds européens.....	646
B. Le contentieux d'initiatives citoyennes européennes (ICE) liées à la politique de cohésion	651

Santé publique

PAR Nathalie DE GROVE-VALDEYRON ET Claire BORIES.....653

I. La mise en œuvre des objectifs généraux du programme santé publique	655
A. La promotion de la santé et la prévention des maladies.....	655
B. Lutte contre les menaces sanitaires graves pour la santé	658
C. L'amélioration de la disponibilité, l'accessibilité et le caractère abordable dans l'Union de médicaments et de dispositifs médicaux.....	659
D. La résilience des systèmes de santé : l'exploitation du potentiel de la numérisation dans le domaine de la santé	661
II. De quelques aspects de contentieux	666
A. CJUE, 29 février 2024, Doctipharma, aff. C-606/21 : conditions relatives à la licéité de l'activité des plateformes d'intermédiation en matière de commerce électronique de médicaments sans ordonnance	666
B. CJUE, 4 octobre, 2024, Lindenapotheke, aff. C-21/23 : conditions relatives à la licéité du traitement de données concernant la santé saisies sur une plateforme de vente en ligne de médicaments.....	668
C. Mise sur le marché des médicaments à usage humain.....	670
D. Mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques	672

Environnement

PAR Ludwig KRÄMER.....679

Droit européen de la consommation

PAR Hans-Wolfgang MICKLITZ.....691

I. Numérisation, durabilité et droit européen de la consommation	691
II. Législation de l'UE en matière de politique numérique et droit de la consommation.....	692
A. Les nouveaux consommateurs.....	694
B. Personnes vulnérables	698
C. Commerçants/fournisseurs et opérateurs économiques	700
D. PME, start-up et « bacs à sable »	704
E. Intermédiaires	706
III. Durabilité	708

Énergie

PAR Benoît BLOTTIN ET Vincent BOUHIER.....	715
I. Le fonctionnement du marché intérieur	717
A. La réforme des marchés de l'énergie	718
B. Un marché sécurisé.....	727
C. Un marché concurrentiel	730
D. Un marché interconnecté.....	732
E. Un marché fiscalisé	733
II. La protection de l'environnement	736
A. La réduction des émissions de gaz à effet de serre.....	736
B. La promotion de l'efficacité énergétique.....	739
C. Le développement des énergies renouvelables.....	746
III. Les relations extérieures	750

Droit fiscal

PAR Fabrice PEZET	753
I. La protection du marché intérieur par le droit primaire de l'Union européenne.....	753
A. La portée fiscale des libertés de circulation	754
B. La portée fiscale de la réglementation relative aux aides d'État.....	758
II. L'approfondissement du droit du marché intérieur par le droit dérivé de l'Union européenne.....	762
A. Le droit dérivé des impositions directes	763
B. Le droit dérivé des impôts indirects	767

Chronique financière

PAR Lukasz STANKIEWICZ, Christelle BALLANDRAS-ROZET, Damien CATTEAU, Aurélie DORT, Benjamin RICOU ET Messaoud SAOUDI	779
I. L'exécution du budget de l'Union européenne en 2024.....	780
II. Le cadre budgétaire annuel : le budget 2025.....	784
A. Les étapes de la procédure d'adoption du budget 2025	784
B. Le contenu du budget 2025	786
III. La mise en œuvre de la facilité pour la reprise et la résilience	787

IV. Financer la défense de l'Ukraine et/ou de l'Union européenne ?	790
A. Le financement de la défense ukrainienne par les avoirs russes gelés	790
B. Un plan quinquennal de financement commun de la défense européenne	791
V. Conditionnalité et respect de l'État de droit : une protection budgétaire en quête d'efficacité	793
VI. L'activité de la Cour des comptes européenne en 2024	797
A. Les rapports d'activité	797
B. Les rapports spéciaux, documents d'analyse et avis	799
C. Les rapports annuels	800
D. Les rapports annuels spécifiques	801
E. Les autres publications	802
Droit de la propriété intellectuelle, littéraire et artistique	
PAR Yann BASIRE ET Stéphanie CARRÉ	803
Questions sociales	
PAR Sylvie HENNION	833
I. Les orientations politiques pour la prochaine Commission européenne 2024-2029 : questions sociales	834
A. Remédier aux pénuries de compétences et de main-d'œuvre	835
B. L'incidence du numérique sur le monde du travail	838
II. L'impact du règlement (UE) 2024/1689 du 13 juin 2024 établissant des règles harmonisées concernant l'intelligence artificielle sur les relations du travail	842
A. Les relations professionnelles : zones à haut risque	842
B. Les pratiques interdites en matière d'IA et leurs incidences dans les relations sociales	843
III. La directive 2024/2831 du 23 octobre 2024 relative à l'amélioration des conditions de travail dans le cadre du travail <i>via</i> une plateforme	844
A. Les objectifs : l'encadrement des conditions de travail <i>via</i> une plateforme numérique	846
B. Le statut professionnel des travailleurs <i>via</i> une plateforme : la présomption de salariat	849
C. Les contrôles de la gestion algorithmique des travailleurs des plateformes	852

IV. Le développement de la responsabilité sociale des entreprises en 2024 : un développement en trompe-l'œil ? À propos de la directive (UE) 2024/1760 du 13 juin 2024 sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité	855
A. Le contexte : la responsabilité sociale et environnementale des entreprises	856
B. Objet de la directive 2024/1760/UE : prévenir ou réparer les incidences négatives de l'activité des entreprises sur les droits de l'homme (et non sur les droits sociaux)	859
C. Champ d'application personnel : les entreprises tenues à un devoir de vigilance	862
D. Procédures de plaintes et de signalements.....	863
 Éducation et culture	
PAR Jean-Christophe BARBATO	867
I. Éducation et droit de l'Union européenne.....	867
A. La liberté académique devant la CEDH.....	869
B. La liberté académique devant la CJUE.....	871
C. L'affirmation d'un lien entre liberté académique et démocratie.....	875
II. Culture et droit de l'Union européenne	877
A. Protection des indications géographiques et des appellations.....	879
B. Vers un statut européen des artistes ?	884
C. Aides culturelles à l'Ukraine	887
 Brève chronique des développements en matière d'aides d'État en 2024	
PAR Massimo MEROLA ET Francesco GENONI	889
I. Législation.....	890
II. <i>Policy et Soft Law</i>	893
III. Jurisprudence	899
A. Notion d'aide.....	899
B. Compatibilité des aides.....	918
C. Questions procédurales.....	923

Contrats publics (2023 et 2024)

PAR Stéphane DE LA ROSA 939

I. Actualité normative en matière de contrats publics	940
A. Adoption d'instruments de protection économique vis-à-vis des États tiers	940
B. L'éclatement des textes sectoriels applicables à la commande publique.....	946
II. Actualité jurisprudentielle relative aux contrats publics.....	949
A. Champ d'application des principes fondamentaux et des libertés de circulation aux contrats publics	950
B. Contentieux des marchés publics (directive 2014/24/UE, directive 2014/25/UE)	952
C. Contentieux relatifs à la directive « concessions » (directive 2014/23) : l'affaire <i>Pont de Gênes</i>	956
D. Contentieux relatifs au règlement « OSP » (n° 1370/2007)	957

Chronique bibliographique 2024

SOUS LA RESPONSABILITÉ DE Fabrice PICOD 961

1. Recueils de textes et de jurisprudence	961
2. Manuels.....	977
3. Thèses.....	993
Introduction.....	998
Première partie	999
Seconde partie.....	1000
4. Monographies.....	1001
5. Ouvrages collectifs	1007
6. Mélanges et recueils d'articles	1029

REVUE DES REVUES

SOUS LA RESPONSABILITÉ DE Fabrice PICOD

COORDINATEURS Salomé COHEN, Alexandre DUWEL

AVEC LES CONTRIBUTIONS DE Carla ALBANESE, Tristan BERTHOMIEUX,
 Erwan BODEVEN, Ludivine BOUCHERON, Antoine CÈBE, Salomé COHEN,
 Morgan DE WALSCHÉ, Alexandre DUWEL, Alexandra HRDLICKOVA,
 Witold JANAS, Adèle KAUFFMANN, Nora MAJZOUR, Aurore PICHON,
 Félicie REMLINGER, Théophile ROSPARS, Barbara TEPER,
 Sveva TRONCONE

1032

**PARTIE 1 : Index thématique des articles parus en 2024
en droit de l'Union européenne**

I. Traité constitutifs et ordre juridique de l'Union	1035
II. Droit institutionnel	1036
III. Droits nationaux et droit européen	1039
IV. Droits fondamentaux et valeurs de l'Union	1040
V. Citoyenneté européenne	1044
VI. Contentieux	1044
VII. Relations extérieures	1046
– Politique commerciale commune	1046
– Politique étrangère et de sécurité commune/Politique de sécurité et de défense commune	1047
– Action extérieure de l'Union / Aide au développement	1048
VIII. Espace de liberté, de sécurité et de justice	1049
IX. Marché intérieur et libertés de circulation	1053
X. Concurrence	1053
– Aides d'État et subventions étrangères	1053
– Pratiques anticoncurrentielles	1054
– Contrôle des opérations de concentration	1058
XI. Union économique et monétaire	1059
XII. Numérique	1061
XIII. Environnement, énergie, transports	1064
XIV. Droit privé européen	1067
XV. Autres actions et politiques communes	1070
– Fiscalité et finances publiques	1070
– Propriété intellectuelle	1070
– Social et emploi	1070
– Cohésion territoriale et agriculture	1071
– Bancaire et financier	1071
– Autres	1073

PARTIE 2 – analyse thématique de la doctrine de l'année 2024 :

I. Traité constitutifs et ordre juridique de l'Union ALEXANDRE WATANABE	1076
II. Droit institutionnel SVEVA TRONCONE	1081

III. Droits nationaux et droit européen TRISTAN BERTHOMIEUX & ALEXANDRA HRDLICKOVA	1083
IV. Droits fondamentaux et valeurs de l'Union FÉLICIE REMLINGER	1087
V. Citoyenneté européenne ADÈLE KAUFFMANN	1089
VI. Contentieux BARBARA TEPER.....	1092
VII. Relations extérieures SALOMÉ COHEN & WITOLD JANAS	1095
VIII. Espace de liberté, de sécurité et de justice LUDIVINE BOUCHERON.....	1098
IX. Marché intérieur et libertés de circulation ANTOINE CÈBE	1100
X. Concurrence Pratiques anticoncurrentielles	1100
MORGAN DE WALSCHÉ	1103
Contrôle des concentrations AURORE PICHON.....	1106
Aides d'État et subventions étrangères	1106
ERWAN BODEVEN	1109
XI. Union économique et monétaire ALEXANDRE DUWEL.....	1111
XII. Numérique CARLA ALBANESE	1113
XIII. Environnement, énergie, transports NORA MAJZOUN	1115
XIV. Droit privé européen THÉOPHILE ROSPARS.....	1118